

maladie, et la société éventuellement protégée par des mesures prophylactiques appropriées. Si l'homosexualité est acquise -ce qui dans de nombreux cas semble probable- alors elle n'est pas forcément irréversible et l'homosexuel peut être responsabilisé et s'interdire toute apologie de son mauvais exemple. Un journal homosexuel raisonné peut être toléré, mais on ne peut imaginer une vente libre en kiosque d'un journal explicitement homosexuel, car ce serait déjà du prosélytisme.

L'homosexuel est souvent sociable, s'il fait un effort suffisant pour l'être. On connaît dans l'histoire de brillants exemples d'artistes, d'écrivains ou de combattants politiques qui présentaient cette caractéristique. Les nationaux-socialistes en ont connu quelques-uns dans leurs rangs, et nous ne devons en aucun cas les rejeter post mortem, mais rappeler leur souvenir et leur valeur à l'aune de l'oeuvre qu'ils ont accomplie. L'intégration par l'art est la plus sublime des intégrations, mais elle ne se fait pas sans douleurs, et reste exceptionnelle. Le passage d'un homosexuel vers la marginalité et l'asocialité n'est pas fatal, mais s'il est accompli, alors la société devra prendre à son encontre les mesures conservatoires qu'elle estimera nécessaires. L'homosexualité ne peut être que contenue, discrète, elle ne doit pas singer l'amour hétérosexuel ni s'exhiber avec satisfaction ; elle ne peut concerner que les adultes. Le bon ordre d'une société saine est à ce prix, et l'intérêt de la collectivité, de la communauté raciale, la continuation de la vie, doivent primer sur des satisfactions individuelles secondaires.

### BOOKS UNLIMITED

vous propose:

ref. 5002 - Carnet de Chants de la SS (relié)	FF 120
ref. 5003 - Carnet de Chants de la SS (broché)	FF 80
ref. 5090 - Carnet de Chants du NSDAP	FF 40
ref. 6002 - Matt Koehl: "L'Appel du Futur" (en français)	FF 10
ref. 6003 - "Les Protocoles des Sages de Sion" (en français)	FF 70
Frais de postes pour tous les produits	+ FF 20

Paiement d'avance seulement en billets bancaires.  
Tout courrier doit être adressé à:

BOOKS UNLIMITED  
20 Madeira Place - Brighton BN2 1TN  
United Kingdom

*Le National-Socialiste* - Périodique édité par *Le Conseil National-Socialiste*  
à Brighton, UK - Imprimé en Angleterre - Copyright:  
*Le Conseil National-Socialiste* 1993.

# Le National Socialiste

Volume II, Numéro 4

PRINTEMPS 1993

## LE MÉTISSAGE, C'EST LA DÉCADENCE

Il est un fait que l'on ne peut que constater, si l'on n'a pas l'esprit obscurci par les mythes marxistes : l'homme, comme l'animal, a besoin d'un territoire qui lui soit propre. Mais, en plus de cela, l'homme, étant un être culturel, a besoin de racines. Le besoin de territoire peut s'exprimer de façon atomistique, la propriété privée clôturée, gardée par des molosses et protégée par des pièges meurtriers en tous genres, ou encore le petit ghetto d'une société racialement chaotique. Ces deux aspects se multiplient à notre époque de décadence : gouvernés par des minus, abrutis par la télévision, les gens sont déboussolés et dévient leurs instincts vitaux vers des succédanés, des ersatz de valeurs qui représentent autant de régressions. L'homme ne s'accomplit que dans sa communauté, et une communauté ne peut qu'être homogène, au moins à un certain point. Le métissage, sur une très longue période de temps, n'exclut pas l'homogénéité, mais en ce cas la communauté change de nature, et la qualité de sa culture est inévitablement inférieure. Dans les Antilles dites françaises s'est ainsi formé au fil du temps un peuple mulâtre qui a donné naissance à une culture autochtone et autonome identifiable, dont on pensera ce que l'on voudra -pour nous ce ne sera jamais qu'une sous-culture- mais qui est parfaitement respectable. Il y a donc bien un peuple antillais, et vouloir pérenniser la prétendue francité de la Martinique ou de la Guadeloupe est une aberration conservatrice. On peut légitimement refuser que des Antilles indépendantes deviennent un nouveau satellite bananier des Etats-Unis, mais c'est à notre sens un crime de continuer à considérer ces îles comme un fragment éloigné de l'Europe.

L'homme a besoin d'un territoire, et il doit être capable de le défendre, sinon il en sera dépossédé, il sera balayé : c'est la loi de la Nature. Si nous défendons la race blanche, ce n'est pas parce que nous l'estimons supérieure aux autres, c'est parce que c'est la nôtre. La fin de la race blanche, ce ne serait pas seulement la fin de l'Aryen en tant que personne physique, ce serait la fin de sa culture, de sa langue et de ses traditions, de sa littérature, de sa musique, de sa cuisine, de ses paysages, toutes choses qu'il a modelées au fil de son histoire. Si la défense de leur sang et de leur culture n'éveille aucun écho dans l'âme des Européens, c'est que l'état de décadence dans lequel ils se trouvent en est à son stade terminal, sans espoir de redressement. Ici ou là agissent des associations de protection des espèces menacées, à juste raison ; mais la plus grande menace qui pèse sur notre univers, ce n'est pas la disparition du vautour moine, du scorpion du désert ou du diable de Tasmanie : c'est bien celle de l'homme blanc !



Le national-socialisme est hostile au métissage, mais il n'est pas hostile aux métis, qui ne sont pas responsables de leur état. Le national-socialisme se préoccupe toujours de trouver des solutions humaines aux problèmes posés. Le métis, écartelé entre deux cultures, est le plus souvent une brute inculte ou un malheureux, rejeté par les deux communautés dont il est issu et qui se le rejettent l'une l'autre. Le métis lui aussi a besoin d'avoir un territoire à lui, pour mener une vie équilibrée. Pour nous, ce territoire ne peut se situer géographiquement en Europe mais plutôt au sein de pays déjà peuplés pour leur malheur essentiellement de métis, comme certaines zones d'Amérique latine.

#### L'ATTENTAT DE BOLOGNE : COMMENT, POURQUOI ?

Il ne faut pas sous-estimer le danger, pour un militant politique en butte quotidiennement à la haine et à la désinformation, de finir par ressembler à l'image de lui et de ses proches que martèlent ses adversaires, ou tout au moins de ne pas avoir une vision claire des réalités. L'Allemagne est un grand pays civilisé : elle n'a connu de ce point de vue aucune fracture entre 1933 et 1945. Les Arts et Lettres y étaient florissants. Le NSDAP était de fait un parti de gouvernement : ni violent, ni extrémiste. Les nationaux-socialistes n'étaient pas sanguinaires, ils n'étaient pas stupides, sinon ils n'auraient pu faire illusion au-delà de quelques mois de pouvoir. Sous le Troisième Reich, les fonctionnaires de police étaient peu nombreux. Les faibles effectifs de la Police Secrète d'Etat, dont le sigle est aujourd'hui utilisé à tort et à travers pour faire peur aux crétins et aux petits enfants, ont été rappelés dans la presse lorsqu'il s'est agi de démanteler les polices politiques pléthoriques de certains pays de l'Est européen. Tout ceci pour introduire la vérité première suivante : un attentat aveugle, qui vise à massacrer le plus grand nombre possible de gens, hommes, femmes, enfants, sans distinction, un tel attentat n'a aucune justification idéologique d'un point de vue national-socialiste ou néofasciste. Dans l'histoire contemporaine, de tels attentats ont été commis en connaissance de cause par des anarchistes (par exemple en France à la fin du XIXème siècle) ou par des musulmans (par exemple au Liban dans les années quatre-vingt). Ces exemples ne sont évidemment pas limitatifs.

Le 2 août 1980, un attentat à la gare de Bologne (Italie) a fait plus de 80 morts : hommes, femmes, enfants. Immédiatement, la presse et le personnel politique ont embrayé sur le thème : "Encore un monstrueux attentat fasciste !". On a même pu lire qu'il s'agissait d'un "attentat antisémite". Peu importe qu'aucune des victimes ne soit juive ou en tout cas qu'aucune n'ait été visée en tant que telle : si l'on fait le compte de tous les attentats dits "antisémites" de ces dernières années, on a parfois l'impression que les victimes juives n'ont été le plus souvent atteintes qu'à la suite de hasards malencontreux. Il est remarquable aussi que pour certains "attentats visant des synagogues" (à Paris ou à Marseille), la bombe était posée loin de l'édifice religieux, ce dernier étant protégé par un service de sécurité. Il y a là de quoi faire réfléchir...

On lit maintenant dans des journaux de mauvaise foi et prétendument bien informés que les attentats terroristes italiens du type de celui de Bologne étaient accomplis par les néo-fascistes pour accuser l'extrême-gauche par de fausses revendications et faire ainsi arriver au pouvoir un régime "fort". Passons sur l'imbécillité que cela supposerait des néo-fascistes (car en cas de succès, le régime "fort" n'aurait pu qu'être pro-américain, donc antifasciste, avec la répression que cela implique). Cette analyse est irrecevable car, sauf pour l'attentat de la Banque de l'Agriculture (Piazza Fontana) à Milan en 1969, dont le caractère anarchiste est des plus plausibles, et qui est le premier important de ce qui a été appelé par les journalistes la "stratégie de la tension", tous les autres attentats aveugles qui ont suivi en Italie ont été attribués dès le début aux "fascistes", indépendamment de toute revendication. Il ne faut pas oublier non plus que lorsque les Brigades Rouges ont commencé à ensanglanter l'Italie, beaucoup de journaux et d'hommes politiques (pas seulement italiens) ont cherché à accréditer l'idée que cette organisation marxiste était composée de fascistes camouflés pour déconsidérer la gauche. Il se trouve qu'à l'époque (entre 1971 et 1975), les premières cibles des B. R. comme de "Prima Linea" étaient des "fascistes", des militants du MSI ou de la CISNAL (le syndicat qu'il contrôle). Explication des brillants analystes, la bouche en coeur et la haine au ventre : "Il s'agit sans doute de règlements de compte entre bandes rivales". Malheureusement, c'est toujours ainsi que l'on analyse l'histoire contemporaine : à travers le prisme de la haine antifasciste, qui salit tout, détruit tout, qui corrompt et intoxique.

Aucun élément de preuve ne permet d'attribuer l'attentat de Bologne aux "fascistes". Un appel téléphonique anonyme et imprécis a bien prétendu revendiquer le massacre au nom des Noyaux Armés Révolutionnaires, mais un autre tout aussi anonyme a démenti. Cependant, une plaque (enlevée depuis, sous la pression de quelques députés) a été apposée sur les lieux du crime, pour stigmatiser les "criminels fascistes" auxquels il était attribué. Pourtant la plaque aurait pu rester, en vertu de la jurisprudence de Nuremberg : celle-ci établit en effet qu'une rumeur peut être considérée comme la vérité s'il plaît aux juges et aux puissants du jour de la considérer comme telle. Aucune preuve n'étant requise, pourquoi se priver ? De fait, si la plaque a été enlevée, l'attentat passe toujours pour "fasciste" dans les médias. Et si les "fascistes" poursuivis dans le cadre de cette affaire ont été acquittés, alors ces mêmes médias proclament leur indignation (ou mieux, l'indignation du public", avant même de faire semblant de le consulter) : l'important n'est pas que les coupables soient recherchés et condamnés, mais que les "fascistes" soient condamnés. Il est permis et même recommandé de trouver des excuses au pire des criminels de droit commun. Mais la place des "fascistes", même innocents, est en prison, voire au cimetière. Voyons maintenant de plus près cette affaire, en la situant dans son contexte et en cherchant à comprendre ses tenants et aboutissants.

#### 1) Les objectifs principaux de l'attentat : A qui le crime a-t-il profité ?

La conséquence immédiate de l'attentat de Bologne fut une gigantesque vague répressive contre tout ce que l'Italie comptait de "fascistes", avec ce que cela implique : perquisitions,



ouvertures de courrier, détentions provisoires de très longue durée, dans l'arbitraire le plus total. Avec multiplication de "révélations" sensationnelles par d'anciens militants politiques ayant mentalement mal supporté leurs propres faiblesses face à la répression, et qui racontent n'importe quoi aux journalistes, souvent pour de l'argent, et d'abord pour se faire valoir. Première victime : "Terza Posizione" (Troisième Position), organisation politique formée comme comité de diffusion d'un journal portant ce titre, organisation de jeunes militants dynamiques qui auraient certainement percé à terme dans l'opinion publique italienne, alors que le MSI (Mouvement Social Italien, parti droitier plus ou moins néofasciste représenté au parlement) était déjà en crise. Les principaux responsables de Terza Posizione trouveront asile en Grande-Bretagne, d'autres feront de longs séjours en prison avant d'être libérés lorsqu'on s'apercevra que le dossier de l'accusation est vide. Le mouvement était de toute façon cassé.

Deuxième conséquence politique : une vague répressive (moins forte qu'en Italie, en raison notamment des effectifs des mouvements concernés) en France. Première cible : la FANE (Fédération d'Action Nationale et Européenne), organisation NS qui sera effectivement dissoute le 3 septembre 1980. Dès les jours qui ont suivi l'attentat, les services secrets italiens ont en effet orienté la presse et la justice vers une fausse piste "néo-nazie" où le responsable des relations de la FANE avec l'Italie, Paul Durand, et la FANE elle-même, tenaient un rôle essentiel. D'où une énorme campagne de presse de part et d'autre des Alpes, surtout lorsqu'on apprendra que Paul Durand exerce la profession d'inspecteur de la police nationale (il en sera exclu le 19 septembre, dans un mépris total de l'équité et des principes les plus élémentaires du droit français). Nous reviendrons là-dessus un peu plus loin.

Troisième objectif possible de l'attentat : un avertissement au gouvernement italien. Il apparaît en effet que les membres des services secrets italiens qui ont multiplié les fausses informations pour détourner vers les "fascistes" les pistes à suivre étaient très liés à la Loge Maçonnique P2, et aussi à la CIA et au Mossad. Si cette fraction des services secrets (officiellement démasquée par la suite) cherchait, ainsi, à protéger les véritables auteurs du massacre, on peut supposer à bon droit que ceux-ci se trouvaient être de leurs amis, la CIA et le Mossad étant des experts reconnus en matière de provocations, experts dont on sait qu'ils ne reculent devant aucune ignominie. Il est bien connu par exemple que le Mossad a commis lui-même de nombreux attentats dits "antisémites" afin de développer la sympathie des Juifs pour l'Etat d'Israël et d'y accroître leur immigration. A l'époque, l'Italie avait des velléités de rapprochement accentué avec les pays arabes, et souhaitait développer son rôle en Méditerranée, ce qui ne pouvait que mécontenter les Etats-Unis et Israël. Parmi les membres de la fraction des services secrets italiens concernée (fraction parfois appelée "Super S"), il faut souligner le rôle trouble de Francesco Pazienza.

## 2) Une manœuvre des services secrets militaires français ?

Pazienza a joué en particulier un rôle de coordonnateur entre "Super S", la Loge P2 et la CIA ; mais il travaillait également pour le SDECE, les services secrets militaires français. Les renseignements relativement précis sur différents militants de la FANE, renseignements qui ont servi à Super S pour échafauder

une première fausse piste "nazi-fasciste", pourraient avoir été transmis au service secret italien par le SDECE via Pazienza. Avec une consigne : faire en sorte que le nom de Paul Durand soit à la "une" de tous les journaux italiens, afin de forcer son exclusion de la police et de briser l'expansion de la FANE. Il faut bien réaliser que cette dernière avait à l'époque plus d'adhérents que le Front National, et un large potentiel militant. L'expansion du Front National de Jean-Marie Le Pen les années suivantes aurait pu être celle de la FANE de Marc Fredriksen. Paul Durand, un des membres de son Bureau Politique, inquiétait les services italiens en ce qu'il avait des correspondants dans toutes les provinces d'Italie, dans un milieu politique atomisé où les contacts étaient restreints : rien n'aurait fait plus peur aux gouvernants italiens que l'unification de tous ces groupes épars. Cette jetée en pâture du nom de Paul Durand avait en France bien d'autres avantages : premièrement permettre la dénonciation par l'opposition de gauche, quelques mois avant les élections présidentielles (en mai 1981), de la passivité supposée du gouvernement face au "terrorisme néo-nazi" ; deuxièmement mettre en cause le fonctionnement de certains services de police français qui n'avaient pas voulu se séparer de l'inspecteur Durand, bien noté par sa hiérarchie en raison de sa valeur professionnelle et auquel on ne pouvait reprocher que ses opinions : cette mise en cause s'inscrivant dans le cadre d'une "guerre des polices" qu'il serait complexe et surtout fastidieux de retracer ici. Toutes ces manœuvres ont globalement réussi, le gouvernement étant totalement dépassé par les événements, dans une ambiance de fin de règne. Le 8 octobre 1980, le futur Président de la République française François Mitterrand s'exclame encore à l'Assemblée Nationale, s'adressant au Premier Ministre Raymond Barre : "... N'est-ce pas l'un de ces policiers (extrémistes) qui s'est trouvé compromis dans un des plus graves crimes de ces dernières années, l'attentat de Bologne ?..". En décembre 1981, la très officielle "Commission du Bilan", instituée par le Premier Ministre pour établir l'état de la France en mai 1981 (arrivée des socialo-communistes au pouvoir), inscrit dans son rapport final la phrase suivante : "L'inspecteur de police Paul-Louis Durand, connu pour jouer un rôle important dans la FANE, n'a été exclu de la police qu'après que la police italienne ait demandé des renseignements sur lui à propos de l'attentat de Bologne". Le lien de cause à effet est clairement établi.

## 3) La lumière sera-t-elle faite sur toute cette affaire, dans son double aspect : attentat et dépistage ?

Il y a dans les considérations qui précèdent beaucoup d'hypothèses et beaucoup de cohérence, mais la preuve de leur véracité ne pourrait être apportée que par l'identification du ou des auteurs directs de l'attentat.

Lors de son passage à Bologne en juillet 1980, Paul Durand a rencontré longuement, parmi d'autres militants, un personnage dont l'attitude n'a cessé d'être étrange, Francesco Donini. Ce dernier était l'un des trois correspondants de la FANE en Italie lorsque Durand a rejoint cette organisation, en 1975. Par la suite le contact, quoique peu intéressant, a été maintenu. Autrefois militant apprécié, chef de l'"Union Socialiste Nationale" italienne, membre du Nouvel Ordre Européen, Donini vit son univers basculer lorsqu'il fut arrêté après avoir apporté son soutien à des militants croates en lutte armée contre le régime communiste du Maréchal Tito. Il ne put ou ne sut s'empêcher de collaborer avec la justice, laquelle lui renvoya



l'ascenseur. Dès lors Donini, suscitant une méfiance extrême de nombre de ses anciens camarades, très marginalisé, ne conservera plus guère que des contacts à l'étranger, tout en publiant irrégulièrement, pour sauvegarder les apparences, une feuille ronéotée. Apprenant que Paul Durand souhaitait le rencontrer à Bologne lors d'une tournée en Italie en juillet 80, Donini s'empresse, sans qu'on ne lui demande rien, de lui réserver une chambre à l'hôtel "Milano Excelsior", situé très exactement devant la gare. Et quand Durand lui apprend qu'il avait réservé ailleurs, Donini insista pour payer cette autre chambre. Rétrospectivement, cette attitude ne peut que susciter des interrogations. Ajoutons que Donini est certainement largement rentré dans ses fonds en donnant quelques semaines plus tard à l'hebdomadaire à sensation "Oggi" une interview annoncée en couverture du magazine : "Document - J'ai dîné avec Paul Durand avant le massacre de Bologne" (n° du 27 août 80 - le reste de la couverture était consacré à la vie sentimentale de Caroline de Monaco). Les quelques personnages bolognais que Donini présenta à Durand étaient ou particulièrement louches (le look d'agent secret) ou totalement farfelus (astrologue en rupture de public). Donini demanda à Durand les noms de tous ses correspondants à Bologne : il obtint le lendemain une liste légèrement expurgée, les soupçons à son égard étant alors trop peu nourris pour permettre le refus de rendre un service aussi courant que l'échange d'adresses. Parmi ces noms se trouvait celui de Luca De Orazi, très jeune militant interpellé immédiatement après l'attentat de la gare et qui fut quelques jours à la "une" des journaux (on n'avait bien sûr rien à lui reprocher).

Francesco Donini avait d'autres relations en Italie, notamment un vendeur de diplômes-bidon (pas réellement faux, mais établis pour des spécialités inexistantes et qui pouvaient faire illusion, des diplômes d'"expert international"...). Une autre de ces relations était le lieutenant-colonel Amos Spiazzi, avec lequel il animait une fantomatique "Organisation pour la Libération de Fiume". Donini se paraît même du titre de "Ministre de la Propagande" du "gouvernement en exil" de l'"Etat libre de Fiume". Amos Spiazzi est monarchiste, et très éloigné des conceptions idéologiques auxquelles dit se référer Donini (la République Sociale Italienne). Il a reconnu publiquement avoir travaillé pour des services secrets italiens. Une relation de ces services secrets avec "Super S" est-elle concevable ? Si c'était le cas, nous aurions un fil qui conduirait de la CIA à Bologne par l'intermédiaire de "Super S". En soi, cela ne prouverait rien, mais permettrait d'affiner des hypothèses de travail. Rappelons qu'il s'agit ici non pas de l'attentat proprement dit mais du dépistage de l'enquête, dépistage qui était si bien préparé qu'il l'a forcément été des semaines avant l'explosion de la bombe. Que l'on comprenne bien que, loin d'accuser qui que ce soit, nous cherchons simplement ici à faire avancer la recherche de la vérité sur une affaire toujours obscure. Les hypothèses les plus contradictoires peuvent être faites, et l'on peut tout imaginer tant que la vérité n'est pas clairement établie. On peut seulement espérer qu'en sachant tout sur le dépistage -et c'est loin d'être le cas- on se fera une idée plus précise des auteurs directs du massacre.

\*\*\*

Nous n'avons pas voulu ici rentrer dans trop de détails, pour ne pas détourner le lecteur de l'essentiel. L'attentat de Bologne confirme que dans les Etats dits démocratiques, baignant

dans la philosophie des lumières et le progrès universel, il est des hommes de pouvoir, au plus haut niveau, qui sont prêts à intégrer froidement dans leurs schémas manoeuvriers bâtis contre leurs adversaires politiques la mort de dizaines d'innocents, à inscrire un massacre sur leur planning. Pour eux, les victimes de l'attentat de Bologne sont la chair à canon qui a permis de consolider la "démocratie". Pour nous, elles resteront pour toujours le symbole tragique du mépris des "démocraties antifascistes" pour les peuples dont elles sont supposées être l'expression.

#### L'ETAT NATIONAL-SOCIALISTE PEUT-IL TOLERER LA LIBRE EXPRESSION DE L'HOMOSEXUALITE ?

Un bon national-socialiste doit toujours se préoccuper de rester humain dans toutes les circonstances de la vie, de ne pas se laisser emporter outre mesure par la passion. L'esprit niveleur, massificateur, uniformisateur, doit être laissé aux libéraux et aux marxistes. Le national-socialisme laisse une grande marge de liberté aux individus, mais il ne tolère l'expression de cette liberté que tant qu'elle ne porte pas atteinte à la cohésion de la société. Toute société a besoin de repères. On ne peut laisser dire et faire n'importe quoi.

Les sociétés occidentales contemporaines sont arrivées à un tel point de confusion des valeurs qu'il n'est pas rare d'y voir des gens prendre leurs défauts pour des qualités, ou leurs tares -physiques ou mentales- pour des vertus révolutionnaires. Ce type de perversion intellectuelle est d'autant moins rare qu'il valorise le discours de l'asocial, du débile, en le sociabilisant, en en faisant un avant-gardiste incompris, un prophète, à l'égal des génies méconnus. La sexualité est évidemment un domaine de prédilection en la matière.

Il y a des aberrations qui ne se discutent pas longtemps. Revendiquer la "majorité sexuelle à 12 ans" (ce qu'exigent publiquement certains homosexuels, pour disposer à leur guise des petits garçons influençables qui ont le malheur de passer à leur portée) procède soit d'une inconscience absolue, soit d'un mépris profond pour l'enfant. Tout enfant a besoin d'être protégé pour évoluer normalement, progressivement, vers l'âge adulte. Dans le même ordre d'idées, le "mariage" homosexuel, l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, doivent valoir à ceux qui s'en font les avocats les peines les plus sévères. Tout enfant a besoin de son père et de sa mère, et vouloir lui proposer un autre modèle de famille ne pourrait que le conduire à de graves dérèglements psychologiques. Et la simple reconnaissance administrative de couples homosexuels serait déjà un facteur de désagrégation de la société, un symptôme définitif de décadence.

L'état actuel des connaissances scientifiques ne permet pas de savoir avec certitude si un individu est programmé dès sa naissance pour être homosexuel, ou s'il le devient en subissant des influences extérieures, des chocs psychologiques mal assumés, les effets d'une forte émotivité contrariée dans sa jeunesse, ou une mauvaise éducation. Si l'homosexualité est génétiquement innée, alors elle doit être considérée comme un handicap ou une